

**3 juin 1996, New York**

**Allocution devant la Foreign Policy Association**

Monsieur le président,

Monsieur Roosevelt,

Monsieur le Délégué-général du Québec,

Monsieur le Consul-général du Canada,

Distingués invités,

Mesdames et messieurs,

Permettez-moi d'abord de vous dire que je suis honoré que la Foreign Policy Association m'ait invité. Je crois que c'est la première fois qu'un premier ministre du Québec a ce privilège. Je suis particulièrement heureux de vous voir en si grand nombre, et je vous remercie tous d'être venus. Je pense que l'invitation et votre présence ici sont un indice d'un intérêt renouvelé des Newyorkais pour les affaires québécoises. Du point de vue américain, les signaux en provenance du Québec ne sont jamais faciles à déchiffrer et il faut une bonne dose de volonté et de curiosité pour saisir les subtilités de la vie politique et sociale du Québec. Je suis en train de vous dire, je crois, que vous avez un certain mérite. Et si le Québec est un sujet compliqué par temps clair, les événements des derniers mois ont ajouté un certain nombre de pièces au puzzle. Vous avez entendu parler des résultats du référendum, qui ont surpris un grand nombre d'observateurs et qui ont brisé quelques certitudes au sujet de la prévisibilité du Canada. Vous avez entendu parler des grandes ambitions des fédéralistes au lendemain du référendum pour une réforme en profondeur qui irait au cœur du problème; mais ensuite vous avez peut-être entendu parler des tentatives infructueuses d'Ottawa de faire des changements constitutionnels même symboliques. Vous avez peut-être eu vent d'un sentiment de pessimisme et de mécontentement à Montréal, surtout parmi les non-francophones. Mais vous avez peut-être eu vent aussi de l'action du gouvernement du Québec pour reconstruire les ponts par-delà des différences économiques, politiques et linguistiques.

Vous avez peut-être entendu parler du nouveau climat de coopération économique et politique au Québec, entre les fédéralistes et ceux qui favorisent la souveraineté du Québec. Mais vous avez peut-être eu vent aussi des divisions profondes au sein des leaders fédéralistes. Je vais vous dire la vérité : chacun de ces éléments est vrai. Et pour faire un meilleur tour d'horizon, je vais m'attarder d'abord aux aspects politiques, afin de pouvoir ensuite me concentrer sur la raison de ma venue et vous parler de nos efforts pour rétablir notre équilibre fiscal et faire progresser la justice sociale au Québec. La période post-référendaire Le 30 octobre dernier, 94 % des électeurs éligibles se sont présentés aux urnes au Québec. Par une majorité de moins de un pour cent, le peuple québécois a décidé de ne pas donner à son gouvernement le feu vert pour réaliser la souveraineté du Québec et proposer un nouveau partenariat entre le Québec et le Canada, incluant une devise commune et un marché commun. Ce résultat peut être découpé de plusieurs façons.

Par exemple, toutes les régions du Québec, sauf trois, ont voté Oui. C'est une analyse intéressante, mais ça ne change rien au résultat. En démocratie, la seule règle possible est celle du 50 % plus un. Terre-Neuve s'est jointe au Canada en 1949, après un second référendum, avec 52 % du vote. Terre-Neuve en entier s'est jointe au Canada. En 1995, 50,6 % des Québécois ont décidé de rester dans le Canada. Le Québec en entier est resté dans le Canada. Jusqu'à quand? Les Québécois devront décider s'ils veulent un autre référendum. Lors de la prochaine élection québécoise, notre parti demandera un nouveau mandat de tenir un référendum. L'opposition demandera un nouveau mandat pour essayer encore de réformer le fédéralisme canadien. Quelqu'un remportera cette élection. Une des deux options sera mise à nouveau à l'essai. Quand cette élection aura-t-elle lieu? Nous ne sommes pas pressés. Il y a moins de deux ans que le gouvernement a été élu et son mandat peut durer jusqu'à cinq ans. Le niveau de satisfaction envers le gouvernement est remarquablement élevé et notre légitimité n'est pas mise en doute. En fait, nous avons l'intention de prendre le temps nécessaire pour mettre de l'ordre dans notre situation fiscale, pour nous attaquer au problème du chômage, pour relancer l'économie de l'île de Montréal, pour réformer, adapter et solidifier notre système d'éducation et notre filet social. Nous voulons aussi ressouder certaines failles qui ont pu être créées pendant notre dernier débat référendaire. Comme vous le savez, les Québécois francophones forment une minorité en Amérique du Nord, mais le Québec est la patrie d'une minorité d'anglophones. Et il est parfaitement compréhensible que, plus peut-être que d'autres Québécois, ces citoyens aient un attachement particulier pour leur identité canadienne et soient inquiets du résultat référendaire. Nous pensons qu'il est de notre responsabilité de faire en sorte, aujourd'hui, que les divergences politiques et les sentiments d'identité n'aient pas leur place lorsqu'il s'agit des droits et de la capacité des citoyens de participer pleinement à la vie de notre société. C'est pourquoi j'ai décidé qu'une de mes premières sorties en tant que chef de gouvernement soit une rencontre inédite, télévisée, consacrée spécifiquement aux inquiétudes de notre minorité anglophone. Depuis, j'ai rencontré les membres de la seconde plus importante communauté non-francophone, formée des Québécois d'origine italienne. J'ai aussi rencontré une centaine de leaders de l'importante communauté juive de Montréal, et ce n'est qu'un début.

Partout, mon message est simple. Quoi qu'il arrive, il n'y a aujourd'hui et il n'y aura jamais qu'une classe de citoyens québécois : la première classe. On dit souvent que seul Richard Nixon pouvait reconnaître officiellement la Chine. Je pense aussi qu'il incombe à un gouvernement souverainiste de forger une alliance sociale durable entre toutes les composantes de la société québécoise, notamment sur le difficile terrain de la langue. Ce printemps, mon parti a fait un pas important en cette direction, en s'assurant que la vigilance pour la défense et la promotion de la langue et de la culture françaises, qui est une tâche difficile et permanente en Amérique du Nord, puisse se faire en tandem, non seulement avec le respect de la diversité des origines, mais avec un souci pour le dynamisme de la minorité anglophone. Surtout, nous sommes en train d'établir un terrain d'entente au-delà de nos divergences idéologiques. Le Québec d'aujourd'hui bénéficie d'un remarquable consensus : quatre cinquièmes de la population estime que la réduction du déficit et la création d'emplois doivent être nos priorités. Cette croyance est également partagée par tous les partis siégeant à l'Assemblée nationale. De même, quatre cinquièmes de la population affirme être prêts à faire des sacrifices personnels pour participer à l'effort actuel d'élimination du déficit et de création d'emplois. Il s'agit d'un niveau extraordinaire de bonne volonté. Les Québécois n'ont pas oublié leurs préférences politiques, pour la souveraineté

ou pour le fédéralisme, mais ils sont fort disposés à faire un temps d'arrêt sur le sujet. Une économie aux bases solides La société québécoise a plusieurs forces et nous sommes déterminés à bâtir sur celles-ci. La taille de notre économie se compare à celle de la Suède et de l'Autriche, et notre produit intérieur brut par habitant dépasse celui du Royaume-Uni.

Comme vous le savez, les Québécois forment une nation de commerçants. Nous exportons la moitié de tout ce que nous produisons. Cela explique notre appui au libre-échange, un appui durable et non partisan. La semaine dernière, nous avons signé un nouvel accord avec l'Ontario pour ouvrir nos marchés publics dans une mesure qui n'a pas d'équivalent au Canada. Le Québec est le neuvième partenaire commercial des États-Unis, devant des pays comme la France ou l'Italie. Nous parlons ici d'une somme plus que respectable de 43 000 000 000 \$ d'échanges commerciaux, un total qui, depuis cinq ans, s'est accru constamment à un rythme annuel moyen de 16 %. La nature de nos exportations reflète la maturité de l'économie québécoise. Je me souviens de l'époque où la plupart des exportations du Québec étaient des matières premières. Aujourd'hui, toutefois, parmi nos 10 premières exportations aux États-Unis, deux seulement sont des matières premières. Parmi nos plus importantes exportations, on trouve les équipements de télécommunications, les voitures, les avions et les pièces d'avions. La région métropolitaine de Montréal est maintenant un carrefour majeur dans le domaine des industries pharmaceutiques, de l'aérospatiale, des télécommunications et du logiciel. Il y a quelque chose de fondamentalement sain dans l'économie du Québec, au-delà des variations du climat politique. Nous formons 25 % de la population du Canada. Pourtant, depuis l'élection du Parti Québécois, en septembre 1994, le Québec a créé 30 % de tous les emplois créés au Canada. Dans les deux derniers trimestres, c'est 37 % de tous les nouveaux emplois canadiens que nous avons générés.

Cela est dû en partie au fait qu'au Québec se développe de plus en plus l'entrepreneurship. L'entrée en force des Québécois de langue française dans le monde économique commence à porter fruit alors que génération après génération les entrepreneurs francophones prennent leur place. Au cours des 18 derniers mois, le programme gouvernemental qui a connu le plus de succès visait à encourager la création de nouvelles entreprises simplement en remboursant une partie des intérêts sur un emprunt de démarrage. Ce programme a créé 12 000 nouvelles entreprises et 55 000 nouveaux emplois. Toute proportion gardée, un tel programme aurait entraîné aux États-Unis la naissance de 400 000 entreprises et créé 1,8 million de nouveaux emplois. La force de l'économie québécoise s'explique aussi par le fait que, depuis maintenant une décennie, le Québec est en tête des pays du G7 en ce qui concerne la croissance des investissements privés en recherche et développement. Cela ne s'est pas fait tout seul. Les gouvernements du Québec ont tour à tour mis au point les meilleurs incitatifs fiscaux en Amérique du Nord à l'intention des entreprises qui font de la R & D. C'est ainsi que 450 entreprises américaines tirent maintenant parti des incitatifs fiscaux québécois dans ce domaine et leur nombre continue de croître : au cours des trois dernières années, 170 entreprises étrangères se sont installées dans la région montréalaise et y ont effectué des investissements de plus de 1 000 000 000 \$. Il semble que les investisseurs avisés savent que le temps est propice pour acheter à Montréal; c'est le moment propice pour s'établir, pour consolider son investissement et pour prendre de l'expansion. Les prix sont abordables, les occasions d'affaires sont excellentes. C'est pourquoi, en mars, il n'a fallu que quelques minutes pour écouler 250 000 000 \$ de nouvelles obligations du Québec.

Même les petits porteurs, aux États-Unis et en Ontario, étaient pressés d'acheter. Il n'en reste pas moins que l'économie québécoise fait face à trois défis que nous avons décidé de relever sans détour. D'abord, malgré nos efforts, l'endettement du Québec est un des plus élevés au Canada. Ensuite, à 11 %, notre taux de chômage, presque deux points supérieurs à la moyenne canadienne, est beaucoup trop élevé. Finalement, bien que la région métropolitaine de Montréal ait connu une croissance enviable, l'île de Montréal proprement dite a besoin d'une action de relance spécifique. Une démarche unique En mars dernier, j'ai convoqué à Québec une ambitieuse conférence socio-économique pour traiter précisément de ces problèmes. Un des traits originaux du Québec est sa tradition, unique en Amérique du Nord, de dégager des consensus entre les principaux acteurs de la société. Autour de la grande table se trouvaient des présidents d'organisations patronales, tous les leaders principaux des milieux bancaires et industriels, des représentants des syndicats, qui parlent au nom d'environ un tiers de tous les travailleurs québécois, du mouvement coopératif, qui joue un rôle important dans notre société, de même que des participants du secteur de l'éducation, des organisations municipales, rurales et agricoles, de l'église, des représentants étudiants, des réseaux communautaires de plus en plus actifs, du gouvernement et même des partis d'opposition.

Au début de la conférence, j'ai mis les chiffres sur la table. Et j'ai ouvert les livres du gouvernement comme on ne l'avait encore jamais fait. Pendant deux jours et au moins une nuit, nous avons travaillé à résoudre nos problèmes communs. Et nous avons atteint deux objectifs majeurs. D'abord, nous avons sur-le-champ pris la décision d'éliminer le déficit du Québec avant la fin de la décennie et d'adopter une loi anti-déficit. Cette loi nous forcera à atteindre cet objectif et, par la suite, assurera que notre budget demeure équilibré. Ce texte est parmi les plus rigoureux qui existent à l'heure actuelle. Ces étapes vont entraîner des choix difficiles et des sacrifices dans tous les secteurs. Elles ont été prises d'un commun accord par les membres de la conférence, représentant la société québécoise en son entier. Déjà l'an dernier, nous avons réduit d'un tiers notre déficit et avons diminué nos dépenses de programme pour la première fois en 25 ans. Nous avons atteint ces objectifs en dépit d'un ralentissement imprévu de l'économie canadienne. Conformément au consensus atteint à la conférence socio-économique, notre budget de cette année va plus loin. Nous réduisons de 3,7 % nos dépenses de programme et nous ramenons le déficit à 3 270 000 000 \$. L'an prochain, celui-ci tombera à 2 200 000 000 \$. Puis, à 1 200 000 000 \$. Enfin, pendant l'année fiscale de 1999, à zéro. Nous nous sommes assurés que les hypothèses économiques sur lesquelles nous avons fondé notre budget soient très conservatrices, en-dessous même des prévisions les plus pessimistes du secteur privé.

Nous avons estimé la croissance économique à seulement 1 % cette année. S'il y a des surprises, ce seront de bonnes surprises. A la conférence, nous avons pris une autre importante décision, celle de nous assurer que les prévisions pessimistes concernant le chômage ne se réalisent pas. Nous avons donc décidé de créer trois comités, nous les avons appelés des « groupes de travail », chargés de définir des moyens de créer de nouveaux emplois. Nous avons demandé à ces groupes de déposer leurs plans d'action lors de notre prochaine rencontre nationale : un sommet qui aura lieu à Montréal, à la fin d'octobre. Notre seul problème a été de choisir parmi la multitude de volontaires, du monde des affaires, des syndicats, des communautés francophone, anglophone et allophones, qui voulaient participer à cet effort collectif. J'ai invité ici quelques-unes des personnes qui ont participé à la conférence de mars dernier et qui, à leur façon, représentent la mobilisation collective à

laquelle nous assistons au Québec. Monsieur Ronald Oberlander est président d'Abitibi Price, un citoyen corporatif important au Québec avec 3 000 emplois, des investissements de 250 000 000 \$ au cours des dernières années et, si je ne me trompe pas, encore un peu plus à venir. Je présente monsieur Oberlander en premier parce que sa contribution à la conférence de mars illustre un trait distinctif du Québec. C'est lui qui, en effet, nous a rappelé ce que nous prenons trop souvent pour acquis : notre niveau remarquablement bas de conflits de travail. Grâce à une législation très progressive, le Québec a 50 % moins d'arrêts de travail que l'Ontario. Nous connaissons également une tendance vers les conventions collectives dites de paix sociale. En effet, 25 % de toutes nos conventions collectives ont maintenant une durée qui excède trois ans.

Cela m'amène à parler d'un second invité, Monsieur Clément Godbout, président de notre plus importante centrale syndicale, la Fédération des travailleurs du Québec. Il y a douze ans, le syndicat de Monsieur Godbout a créé le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec précisément dans le but d'investir dans les entreprises québécoises pour sauver et créer des emplois. 300 000 Québécois sont maintenant actionnaires de ce Fonds, qui a investi 1 000 000 000 \$ dans 300 entreprises pour sauver ou créer presque 40 000 emplois. Le Fonds est maintenant une institution financière de premier plan au Québec. Monsieur Godbout est un des membres du « groupe de travail » sur la création d'emplois, avec 25 autres leaders du secteur de l'entreprise et du milieu syndical, qui ont offert leur temps, leur énergie et leurs idées. Ce groupe est présidé par Monsieur Jean Coutu, qui dirige une grande chaîne de pharmacies au Québec et aux États-Unis. Il travaillera avec un autre de mes invités, Monsieur Gérald Ponton, qui préside l'Alliance des Manufacturiers et Exportateurs du Québec.

L'Alliance regroupe 700 entreprises qui représentent 60 % de la production du Québec. Lors de la conférence, Monsieur Ponton a prôné la création d'un nouveau pacte social, établi en collaboration avec tous les acteurs de la scène québécoise. Ce pacte devrait accorder la priorité à l'éducation et viser à améliorer notre compétitivité. Un autre trait caractéristique de la société québécoise est le rôle joué par le secteur des coopératives et des organismes à but non lucratif. Qu'il s'agisse des coopératives agricoles ou forestières ou des milliers d'organisations communautaires offrant une très vaste gamme de services, ce secteur offre un exemple probant de l'esprit d'innovation des Québécois. À cause de son importante contribution économique et sociale et de son potentiel de création d'emplois, un groupe de travail dans ce troisième secteur, que nous appelons « l'économie sociale », présentera son plan d'action au Sommet d'octobre. Il est dirigé par mon invitée, Madame Nancy Neamtan, porte-parole de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre. Enfin, nous avons créé un groupe de travail spécifique sur la revitalisation économique de Montréal, présidé par Monsieur André Bérard, le président de la Banque Nationale, représenté ici aujourd'hui par le chef des opérations de la banque, Monsieur Léon Courville. Ce groupe travaillera particulièrement à accroître les exportations et favoriser le développement technologique, les industries culturelles et les télécommunications, qui constituent d'importants atouts de Montréal. Comme vous pouvez le voir, c'est en équipe que les Québécois ont décidé de concentrer leurs énergies pour la croissance économique et la responsabilité fiscale.

Pour parvenir à ces objectifs, nous sommes tout à fait disposés à coopérer avec le gouvernement fédéral. D'ailleurs, le mois dernier, les deux gouvernements ont mis leurs ressources en commun dans un programme conjoint qui vise à présenter les avantages de

Montréal aux investisseurs étrangers. Notre gouvernement travaille également à redéfinir le généreux filet social que nous avons construit au fil des ans. Là aussi, nous essayons d'ouvrir une voie originale. En voici trois exemples. Nous avons au Québec un bon programme d'aide juridique qui permet aux Québécois moins fortunés d'avoir accès à des services juridiques. Nous nous apprêtons à ouvrir ce programme à environ 10 % de Québécois supplémentaires. Mais nous le ferons de façon à économiser 17 000 000 \$. Nous mettons présentement sur pied un programme d'assurance-médicaments mixte, privé et public. Ce programme étendra la couverture à ceux qui ne jouissent présentement d'aucune assurance de ce genre, ce qui représente environ 15 % de la population. Dans ce domaine également, nous agissons de façon à économiser 200 000 000 \$ par année. Nous avons restructuré le réseau hospitalier du Québec pour mieux satisfaire les besoins d'une population vieillissante et pour diriger plus de ressources vers les soins de longue durée et les soins ambulatoires. Là aussi, nous avons agi de façon à économiser presque 500 000 000 \$ par année. Nous continuons donc de faire progresser l'équité sociale au Québec, tout en rehaussant notre compétitivité vis-à-vis nos voisins, en renforçant notre situation financière et en développant notre capacité à forger des consensus. La tâche n'est pas facile. Elle réclame une bonne dose d'innovation; elle nous force à une série de choix difficiles et elle requiert du temps.

Mais je suis tout à fait confiant que nous atteindrons nos buts, car la société québécoise épouse ces objectifs comme elle l'a rarement fait dans le passé. Elle est prête à faire l'effort, elle a hâte, en fait, d'arriver au moment où le déficit aura été éliminé, où l'économie aura créé plus d'emplois, où l'île de Montréal aura repris son essor. Les Québécois affichent une remarquable capacité de se regrouper et d'inventer des moyens de promouvoir la solidarité économique. C'est notre plus grande richesse. Nous ne vous disons pas que notre méthode est meilleure ou pire que celle d'autres sociétés. Mais c'est ce que nous sommes : des Nord-Américains dont la culture et les moyens d'action sont différents. En cela, nous apportons au moins un élément de diversité au continent. Et notre volonté de nous tenir debout et d'entrer directement sur la scène internationale de la politique, de la culture et des idées, vient de notre confiance en nous-mêmes, en notre économie et en notre capacité d'apporter une contribution positive au monde.

Je vous remercie.